



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES SABLIERES DE LA MEURTHER

Route de contournement
BP 25
54110 Rosières-aux-Salines

Référence : CM/NW/2175_2023
Code AIOT : 0006209481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement LES SABLIERES DE LA MEURTHER implanté Launois, A la croix goguille, La belle croix, Derrière la belle croix - 54110 Rosières-aux-Salines. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES SABLIERES DE LA MEURTHER
- Launois, A la croix goguille, La belle croix, Derrière la belle croix - 54110 Rosières-aux-Salines
- Code AIOT : 0006209481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière alluvionnaire de Rosières-aux-Salines par la société des Sablières de la Meurthe est autorisée par arrêté préfectoral n° 2008-644 du 11 mai 2010 complété et modifié avec prolongation de la durée de validité jusqu'au 11 mai 2025. Un dossier de cessation d'activité partielle est actuellement en cours d'instruction et l'objet de la visite d'inspection porte sur la vérification sur site de la bonne remise en état.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des pollutions
- remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.5.3	/	Sans objet
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.5.4	/	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.5.4	/	Sans objet
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.5.7	/	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 7.1	/	Sans objet
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 7.5	/	Sans objet
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 7.6	/	Sans objet
8	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 7.7	/	Sans objet
9	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'attention de l'exploitant est attirée sur la vigilance à avoir quant à ses obligations réglementaires en termes de transmission des résultats ainsi que les modalités de transmission en cas d'indisponibilité de GIDAF.

Concernant la cessation partielle, le site peut être considéré comme remis en état conformément aux dispositions applicables fixées par l'arrêté d'autorisation n° 2005-644 du 11 mai 2010 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : .../... Une mesure semestrielle des paramètres suivants sera effectuée au frais de l'exploitant et une copie des résultats adressée à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois qui suivra la réalisation des prélèvements d'échantillon : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures. .../...
Constats : Les dernières analyses transmises l'ont été le 6 juin 2019 sous format papier. L'exploitant explique la non-transmission par des changements de personnel et la perte des accès au site GIDAF. Il a été demandé l'envoi par mail des mesures attendues jusqu'en 2022 ainsi que le rapport synthétique établi pour l'année 2022, reçus par courriel le 2 novembre 2023. Les données relatives à l'année 2023 sont à fournir via GIDAF après récupération des accès. L'examen de la dernière mesure semestrielle du 31 août 2023 n'appelle pas d'observations. Il a été rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires en termes de transmission des résultats.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : .../... Pendant la phase de remblaiement, des contrôles mensuels porteront sur les piézomètres mis en place en amont et en aval hydraulique de la gravière sur les paramètres suivants : pH, conductivité, DCO, oxygène dissous..../...
Constats : Les dernières analyses transmises l'ont été le 29 octobre 2019 sous format papier, elles montrent le respect des valeurs limites imposées.. Il a été demandé l'envoi par mail des mesures attendues jusqu'en 2022 ainsi que le rapport synthétique établi pour l'année 2022, reçus par courriel du 2 novembre 2023. Les données relatives à l'année 2023 sont à fournir via GIDAF Il a été rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires en terme de transmission des résultats ainsi que les modalités de transmission en cas d'indisponibilité de GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : .../... Pendant toute la durée de l'exploitation, et pendant 3 ans après la fin du remblaiement, deux mesures sont réalisées chaque année (période des hautes eaux et de basses eaux) dans les piézomètres afin de vérifier la qualité des eaux de la nappe. Un contrôle devra être également réalisé en préalable à tout remblaiement..../...

Constats : Les dernières analyses transmises l'ont été le 29 octobre 2019 sous format papier. Il a été demandé l'envoi par mail des mesures attendues jusque 2022 ainsi que le rapport synthétique établi pour l'année 2022, reçus par courriel du 2 novembre 2023. Les données relatives à l'année 2023 sont à fournir via GIDAF après récupération des accès. Au vu des conditions climatiques, les mesures sont réalisées principalement en période de basses eaux. L'examen des dernières mesures du 20 mars 2023 n'appelle pas d'observations. Il a été rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires en termes de transmission des résultats ainsi que les modalités de transmission en cas d'indisponibilité de GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : .../... Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement , notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées, au moins tous les 3 ans.../...
Constats : La dernière mesure de bruit transmise à l'inspection l'a été le 28 juin 2017 (mesure du 29 décembre 2016). Une nouvelle mesure était attendue en 2019 et en 2022. Une nouvelle campagne de mesure a été réalisée en novembre 2021 . Le compte-rendu a été envoyé par mail lors de la visite d'inspection de ce jour. Elle n'appelle pas d'observations. Le retard de réalisation a été expliqué par les changements de personnel intervenus depuis fin 2019. Il a été rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du plan de réaménagement
Prescription contrôlée : En fin d'exploitation, la société des sablières de la Meurthe remettra le site dans un état tel qu'il ne manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. La remise en état des lieux est précisée par le plan de réaménagement final et par les plans de phasage annexés au présent arrêté et sera faite conformément aux dispositions présentées dans le dossier de demande d'autorisation.
Constats : La visite sur site a permis de constater la réalisation effective des travaux décrits dans le dossier de cessation partielle, conformément aux dispositions réglementaires applicables, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- remblaiement total et maintien des haies et clôtures ;- reconstitution de prairies pour usage agricole (30 hectares sur 38,3 hectares concernés par la cessation partielle) ;- création d'une zone de forte diversité et à enjeux écologiques à l'Ouest (plantations, mis en place d'un talus sableux pour les hirondelles de rivage, cavité à chiroptère et mis en place d'une plate-forme à cigogne, création de zones humides connexes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement
Prescription contrôlée : .../... Chaque apport de matériaux extérieurs sera accompagné d'un bordereau de suivi en double exemplaire .../.... Ce bordereau sera complété par l'indication de l'endroit de l'enfouissement en référence au plan de maillé de maillage 30 m par 50 m de son exploitation permettant de localiser les déversements de remblais.
Constats : L'exploitant indique avoir procédé au changement de logiciel de suivi mi-2021. Le contrôle par sondage des mailles antérieures à cette date s'est avéré impossible via le nouveau logiciel, qui n'a pas repris les anciennes données. Pour autant, les données sont archivées via un classeur papier disponible sur site en conservant la fiche de référence de la maille et les bordereaux de suivi correspondants à la maille. Le registre informatique généré est commun à la carrière et à l'installation de traitement. La période de juin 2022 a été consultée lors de la visite : la maille de remblaiement n'apparaît pas sur le registre. De plus, l'exploitant a indiqué connaître depuis quelques temps un problème de redescende de la maille en cours dans le logiciel qui ne permet plus son remplissage complet. En l'état, lors de la visite, les données les plus actuelles sont constituées par le seul classeur papier. Par courriel du 16 octobre 2023, l'exploitant a apporté les réponses suivantes : <ul style="list-style-type: none">- accès possible à la suite du logiciel uniquement si l'ordinateur du bulliste est allumé ;- problème de connexion au serveur qui empêchait la synchronisation des données et donc le non remplissage de la zone, désormais résolu. Il joint à cet envoi un exemple de bordereau modifié ainsi qu'une copie du registre sur lesquels la maille de stockage figure bien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant procède au nettoyage complet de tous les abords avec enlèvement de tous les matériaux, matériels, détritiques et débris divers.
Constats : La visite sur site n'appelle pas d'observation sur la propreté du site remis en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2010, article 5.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation et de ses effluents sur l'environnement
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour le plan topographique au 1/2000 ^{ème} de son exploitation au moins une fois par an au cours du mois de septembre. Le plan ainsi mis à jour est transmis au plus tard le 15 octobre de chaque année à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau..../...
Constats : Le dernier plan topographique transmis (état au 31/10/2019) l'a été par courrier. Il s'agit du dernier plan topographique dont dispose l'inspection. Les plans topographiques établis au titre des années 2020, 2021 et 2022 sont à transmettre dès que possible. Les plans manquants ont été réceptionnés par courriel du 16 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet